



AMBASSADE DE SUISSE  
EN FRANCE

Réf.: <sup>V</sup> DS/gh

an						a/a
Date						
Visa						
EPD 15. Mai 1968						
Ref. p. A. 21. 31. Paris.						

PARIS 7<sup>e</sup>, le 8 mai 1968

742, Rue de Grenelle  
Tél. 468-62.92  
Télex 27969  
Chèques Postaux Paris 5695-57  
Réception: 9 h. à 11 h. 45

Lettre politique

Confidentielle

Monsieur l'Ambassadeur Pierre Micheli  
Secrétaire général  
du Département politique fédéral  
B e r n e

Monsieur le Secrétaire général,

L'éditorial du quotidien "Combat" du 8 mai 1968 analyse avec pertinence la situation au matin du troisième jour d'une semaine à nouveau marquée par un mouvement étudiant qui prit à plusieurs reprises le caractère de véritable émeute.

Quant au nombre des participants d'abord: "Le mouvement s'est cristallisé: ce ne sont plus mille ni dix mille étudiants qui se considèrent concernés. Hier on les comptait par dizaines de milliers sur les Champs-Élysées".

Quant à la politisation, ensuite, de ce mouvement: "Le fait nouveau tient dans leur adhésion délibérée aux mots d'ordre, aux slogans, aux desseins politiques de leurs dirigeants. Une sorte d'unanimité s'est créée d'elle-même, au cours de ce défilé, pour manifester une volonté politique. Et cette volonté était sans conteste dirigée contre le régime".

Plus loin, l'éditorialiste note avec raison: "Cela ne signifie pas, au contraire, une solidarité avec les partis de l'opposition. Mais la cible était essentiellement le pouvoir en place".

En effet, dans sa prise de position, l'opposition se montre désorientée. Elle se borne à mettre en cause la politique du Gouvernement en matière d'enseignement. Le Parti communiste français, après avoir dénoncé vigoureusement l'action de groupuscules pro-chinois, a rapidement rectifié le tir afin d'être "partie prenante dans le mouvement". En avance sur la "Pravda", "L'Humanité" du 8 mai dénonce le Gouvernement comme responsable du "pourrissement de la situation"! Le Confédération générale du Travail, d'obédience communiste, a, par l'intermédiaire de son secrétaire général, affirmé "la solidarité entre les étudiants, les



enseignants et la classe ouvrière dans leur lutte commune pour le progrès social, la démocratie et la paix".

Au débat qui s'ouvre aujourd'hui à l'Assemblée nationale sur ce problème à propos de sept questions écrites, M. Alain Peyrefitte, ministre de l'Education nationale, défendra la politique du Gouvernement. Il aura beau jeu de démontrer les efforts qui ont été entrepris en matière d'investissement, de recrutement du personnel enseignant et de réforme. Sans doute plaidera-t-il également l'énormité de la tâche à accomplir pour adapter l'Université au progrès scientifique, industriel et social. La situation de la France est, sur ce plan, comparable à celle des autres pays industrialisés et un certain conservatisme qui règne dans l'Université ne favorise pas les réformes.

Ce débat restera cependant en deça du problème. En exerçant ce qu'ils considèrent comme leur droit à la contestation, les étudiants ne manifestent, à mon sens, pas contre tel ou tel aspect de l'action gouvernementale. Il importe peu également de déterminer la responsabilité exacte dans les émeutes du "Mouvement du 22 mars" groupant des anarchistes pro-chinois dirigés par le jeune Cohn-Bendit, émule français de l'Allemand Rudi Dutschke ou du groupement "Occident", animé par des agitateurs d'extrême droite. Ils n'ont servi, à mon sens, qu'à mettre le feu aux poudres, à jouer les catalysateurs d'un besoin latent de violence. Parmi les motivations psychologiques d'un tel besoin, il faut noter:

- L'instabilité inhérente aux modifications fréquentes et parfois contradictoires à la réforme universitaire.

- Une certaine angoisse devant l'avenir des étudiants en lettres et en sociologie, qu'un éditorialiste considérerait comme des "chômeurs en puissance". Ce n'est pas, en effet, par hasard que la révolte s'est manifestée d'abord à la Faculté des lettres.

- Un certain état de tension créé par la guerre au Vietnam, par le problème racial aux Etats-Unis, la situation au Moyen Orient, etc. Ces foyers de violence émettent des ondes de choc auxquelles la jeunesse n'est pas insensible.

- Les raisons précédentes ne sont pas étrangères à une attitude consistant dans une condamnation globale de la société actuelle et du régime au pouvoir quel qu'il soit. Ainsi, les slogans favorables à Mao Tsé-Toung ou à Guevara sont-ils l'écho d'un certain désir de "pureté" et trahissent-ils l'admiration pour des doctrines ayant précisément pour principe la contestation d'un certain ordre.



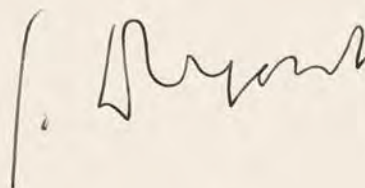
- 3 -

Quoi qu'il en soit, la décision du Recteur Roche, approuvée par le Gouvernement, de faire intervenir les forces de l'ordre est considérée comme une erreur de tactique par tous les observateurs. Je pense également qu'elle a favorisé une solidarité de tous les étudiants, quelle que soit leur tendance, contre l'intervention de la police.

Au demeurant, ces événements gênent le Gouvernement au moment où vont s'ouvrir, à Paris, les négociations sur le Vietnam. Ils mettent en cause son autorité et pourraient, selon leur évolution, singulièrement compliquer la tâche de ceux qui devront assurer la sécurité des négociateurs. Aussi les propos prêtés hier au Général de Gaulle, à l'occasion de la réception du nouveau Bureau de l'Assemblée Nationale, paraissent-ils empreints de quelque embarras. Le Président de la République n'a évoqué l'impossibilité de "laisser s'installer à l'intérieur de l'Université les opposants à l'Université ni de laisser la violence s'instaurer dans la rue, car cela n'a jamais été une façon de permettre le dialogue" qu'après avoir énuméré longuement les transformations que doit subir l'enseignement.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse :



9 mai 1968

P.S.- Le débat d'hier au Palais Bourbon a montré au Gouvernement que sa majorité même n'est pas totalement satisfaite du fonctionnement de l'Université et de la répression qui a suivi les premiers incidents.

Sous la pression de l'opposition, M. Peyrefitte a annoncé la reprise des cours à la Sorbonne et à Nanterre "dès jeudi après-midi pour commencer", si les conditions sont favorables. Les dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants de France et du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur ont invité leurs troupes à accepter les conditions de M. Peyrefitte, même si elles demeurent très en deça de leurs revendications.

Le Conseil des ministres du matin avait également été consacré à ce problème. Le Général de Gaulle a rappelé

les mesures que le Gouvernement s'apprête à prendre en matière d'orientation et de sélection, pour faire face aux difficultés consécutives à la démocratisation de l'enseignement et à la planification que nécessitent les besoins du pays. Ces questions feront, la semaine prochaine, l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale.

L'éditorial de "L'Humanité" de ce matin, très modéré de ton, enregistre plutôt avec satisfaction l'amorce de "désescalade". Il note: "Enseignants, organisations de travailleurs et partis démocratiques ont, pour leur part, contribué puissamment, par l'ampleur de leur protestation, à isoler le Gouvernement. Ainsi est-il une fois de plus démontré que le succès de la lutte des étudiants passe par leur union avec les travailleurs". Le P.C.F. exploite donc maintenant au maximum son ralliement de dernière heure. "L'Aurore", de son côté, publie, sous le titre "Savoir en finir", un appel au calme et à la raison.

La conclusion qui s'impose est que le débat entre le Gouvernement et les partisans de la rénovation de l'Université a été porté avec éclat sur la place publique. Sur ce point, les dirigeants de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup. considèrent qu'ils ont remporté une victoire. D'où leur attitude actuellement plus modérée. *ju*